

# Ceta : Lutgen charge la Commission

**Le président du CDH dénonce dans « Le Soir » les pressions européennes, des « comportements de délinquant politique ».**

C'est non : lundi, la Belgique n'a pu que faire savoir à l'Europe que le traité de libre-échange avec le Canada ne pouvait être accepté tel quel par notre pays, faute d'accord des gouvernements wallon et bruxellois. Dans une interview au *Soir*, le président du CDH, à la pointe du combat anti-Ceta avec le PS, l'assure : il « *reste un proeuropéen convaincu* », mais « *l'Europe, c'est autre chose qu'uniquement un immense marché* ».

Rapidement d'ailleurs, Benoît Lutgen se lâche et lance une triple attaque.

Première attaque, contre le Ceta : « *C'est extrêmement in-*

*terpellant de voir qu'un traité négocié durant plusieurs années est voué uniquement au libre-échange, sans égard pour les valeurs sociales, environnementales, humanistes de l'Europe.* »

Deuxième attaque, contre la Commission européenne qui « *fait un peu plus chaque jour le lit des extrémismes et des populismes* » : « *Sous influence des courants ultralibéraux : le marché, le marché, le marché ! Schuman et les fondateurs de l'Europe propo-*

*saient bien autre chose.* » Et il précise les « *menaces* » envoyées par la Commission aux CDH et PS : « *Attention aux représailles dans*

*d'autres dossiers*... *C'est inacceptable ! Ce sont des comportements de délinquant politique.* »

Troisième attaque, contre le Premier ministre : « *Si la Flandre avait eu des difficultés par rapport au Ceta, Charles Michel aurait relayé avec force l'ensemble de ses préoccupations. (...) Cela n'a pas été fait. Le Premier ministre n'a pas de considération pour la partie francophone du pays.* » ■

**« Il y a des comportements de délinquant politique »**

## Le Ceta devient un problème belgo-belge

► Le comité de concertation a figé les positions.

Deux versions s'opposent.

► Wallonie, Bruxelles et Fédération refusent toujours la signature du traité. Le Premier ministre a fait passer le message à l'Europe.

Il n'y a pas eu de miracle. Lundi à 14 h 30, le Premier ministre Charles Michel (MR) a appelé Donald Tusk, le président du Conseil européen. Celui-ci avait donné à la Belgique jusqu'en fin de journée pour dire si elle acceptait ou pas de signer le traité Ceta négocié entre l'Union européenne et le Canada. Il ne servait à rien d'entretenir le suspense au terme d'un comité de concertation glacial et de pure forme. La Belgique dit non ou, plutôt, elle est dans l'incapacité de dire oui.

Tous les participants au comité de concertation racontent la même histoire : il n'y a pas eu de débat. Charles Michel a demandé à chaque exécutif de répondre par oui ou par non à la signature du traité. Les « oui » du fédéral et de la Flandre étaient attendus, les « non » wallon, bruxellois et de la Fédération Wallonie-Bruxelles

également. « *On se serait cru à un vote de l'Eurovision* », note un observateur...

La Communauté germanophone a rejoint le premier camp, celui du « oui ». Notons au passage cette incongruité bien de chez nous : en Wallonie, les francophones sont contre le traité et les germanophones sont pour. « *Le traité est désormais soutenu par 27,6 Etats...* », a fait remarquer Didier Reynders.

### Comme un notaire

Les Wallons et les francophones se sont donné le mot pour qualifier l'attitude de Charles Michel à la sortie du Lambermont : « *Il a agi comme un notaire !* » Le tour de table achevé, Maxime Prévot (CDH), vice-Premier wallon, a pris la parole pour demander un débat de fond : « *La valeur ajoutée*

*de cette réunion, c'était de pouvoir disposer d'un espace de parole.*

*Nous étions venus avec des alternatives et des amendements que nous voulions exposer. Cela nous a été refusé. Ce n'est pas constructif.* »

Rudy Demotte (PS et 17 ans de comité de concertation) n'avait jamais vu ça : « *Le Premier ministre est resté totalement fermé, exprime le ministre-président de la Fédération. Il n'a pas rempli son rôle de trait d'union et aidé à trouver une solution.* »

« *J'attendais de Charles Michel qu'il entende les entités fédérées, qu'il rassemble les uns et les autres en vue d'un oui commun de la Belgique en se donnant du temps, plutôt que d'acter simplement les positions de façon notariale* », regrette à son tour Céline Fremault (CDH), la ministre bruxelloise.

Après cette réunion avortée, le

Premier ministre n'a pas mâché ses mots à l'égard de la Wallonie et du PS qui avait confirmé son blocage en fin de matinée. Charles Michel reproche aux Wallons d'avoir posé « *le choix de la chaise vide* » en refusant une rencontre de négociation, ce dimanche. « *Ce week-end, après des expressions en faveur de la volonté de discuter, il n'a pas été possible de réunir les différents acteurs* », commente le Premier ministre. Raison pour laquelle il s'est borné à acter les positions de chacun.

A Namur, les nouvelles propositions de la Commission étaient tombées dimanche à 9 h 30 : « *Nous avons besoin de les étudier*, explique-t-on à l'Elysette. *Nous n'avons pas pu dire ce que nous en pensions lors de ce comité de concertation, nous le regrettons.* » Bref, les deux parties se rejettent clairement la faute de cet

échec belgo-belge. Côté wallon, ce nouvel épisode laisse un goût amer, « le sentiment que le fédéral ne veut pas relayer nos demandes à l'Europe », dit-on.

Dans l'entourage du fédéral, on rentre sa colère mais la pilule ne passe pas. Du tout : « Depuis le départ, le fédéral a joué le jeu. Les accusations des Wallons ne correspondent pas à la vérité. »

Des sources fédérales remontent le calendrier. « Nous n'avons eu un premier retour des Wallons qu'au début de ce mois-ci. Et Bruxelles et la Communauté française n'ont effectué aucune démarche. Or, ce n'était pas à l'exécutif fédéral de tirer des conclusions des résolutions des parlements fédérés. De plus, normalement, les parlements régionaux auraient dû avoir leur mot à dire après la signature, et pas avant... On a inversé la démocratie ! »

C'est désormais parole contre parole. Le duo Magnette/Demotte (PS) est tout d'abord accusé de n'avoir pas fourni de proposition de texte en juillet. Didier Reynders (MR), le ministre en charge du Commerce, avait proposé de résoudre de résoudre les soucis wallons par une « déclaration interprétative ». Début septembre, rebote quand le représentant permanent de la Belgique auprès de l'UE réitère la proposition. Reynders et propose alors à ses homologues européens, le 23 septembre, de rendre juridiquement contraignante cette déclaration.

Un projet de texte est ensuite rédigé, qui fait l'objet de réunions en

octobre. Lundi dernier, nouvelle proposition de texte de la Commission et rejet du cabinet du ministre-président wallon. Puis, mercredi, l'affaire remonte au niveau des premiers concernés : la commissaire Malmström, Reynders et Magnette. Ce dernier souligne alors que quatre points (sur douze à l'origine) posent encore problème : la valeur juridique des diverses déclarations qui s'accumulent, l'agriculture, le mécanisme de règlement des différends multinationales-Etats (« ICS ») et le Ceta « cheval de Troie » potentiels pour des entreprises des Etats-Unis, via leurs filiales.

### « Magnette a refusé »

Dernière ligne droite : le sommet européen, jeudi et vendredi derniers. Le Premier ministre, Charles Michel (MR), propose à Magnette de geler l'ICS, de mettre en place une « Cour multilatérale endéans les quatre ans » et de défendre cette proposition au sommet. « Magnette a refusé », affirme l'entourage du fédéral.

Mais le blocage mordicus des Wallons s'est surtout confirmé dimanche, selon le fédéral. La Commission propose une déclaration conjointe Belgique-Commission pour donner de nouvelles garanties sur l'indépendance et la qualité des juges de l'ICS. Les Wallons espéraient des engagements encore plus forts, mais l'ICS n'étant pas prévu dans l'application provisoire du Ceta, « on avait quatre ou cinq ans pour en discuter ».

Les propositions et les idées se succèdent, jour après jour. « Une marmelade », selon André Antoine (CDH), président du parlement. Malmström propose alors une nouvelle réunion avec Reynders et Magnette, à 14 heures, « pour en discuter ». A ce moment, le fédéral a encore l'espoir que le Parlement wallon pourrait infléchir sa position lundi ou ce mardi. Mais « Magnette ne répond pas » à l'invitation au rendez-vous proposé par Malmström, « sur proposition de Jean-Claude Juncker », le patron de la Commission. Dans la foulée, le président du Conseil européen, Donald Tusk, juge qu'il est diplomatiquement indispensable de faire savoir à Trudeau pour lundi soir ce qu'il advient du sommet.

Charles Michel convoque alors un comité de concertation pour ce lundi 13 heures. Auparavant, à 10 heures, nouvelle réunion des experts des cabinets, inutile. Paul Magnette aurait signalé qu'il avait « convenu d'un processus », samedi, lors de son entretien-surprise avec le président du Parlement européen, Martin Schulz. Et le fédéral constate que « les réunions du week-end ou du matin n'ont donné lieu à aucune contre-proposition. » Magnette réplique devant le Lambermont : « On ne négocie pas sous ultimatum ! » ■

**ÉRIC DEFFET  
PHILIPPE REGNIER  
(avec Ma.D. et P.Lt.)**

## DANS LA RUE

### Le soutien citoyen se manifeste

On ne peut évidemment pas parler de marées humaines, mais les heures décisives traversées par le Ceta ont poussé des citoyens à manifester leur soutien à la résistance wallonne, à Bruxelles mais surtout à Namur, où le parlement régional ne siège pourtant pas cette semaine. Des actions citoyennes sont aussi annoncées pour ce jeudi 27 octobre, la date prévue pour la signature du traité à Bruxelles. Dans l'hypothèse, désormais peu probable, où le sommet Europe-Canada a lieu, les organisateurs prévoient de chahuter l'événement. Si le report est acté, l'heure sera à la fête avec « une grande réception de victoire avec bières artisanales, cidre et jus de pommes wallons, charcuterie et fromages artisanaux... » Un apéritif festif serait aussi prévu en fin de journée devant le parlement wallon. L'invitation est lancée par l'Alliance D19-20 qui regroupe agriculteurs, organisations, écologistes, consommateurs et citoyens contre le TTIP en cours de négociation avec les Etats-Unis et le Ceta, et contre les politiques d'austérité.

É.D.

# rétroactes L'Europe devait être sourde pour ne pas entendre les alertes lancées par les Wallons

Si la Wallonie bloque aujourd'hui la signature du traité Ceta, on ne pourra pas lui reprocher d'avoir manqué de sérieux dans le traitement du dossier et encore moins d'avoir oublié d'alerter les autorités concernées, à de multiples reprises et depuis plus d'un an. En deuxième ligne, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Région bruxelloise auront fait écho à ces démarches.

Les négociations entre l'Union européenne et le Canada s'achèvent définitivement le 26 septembre 2014. Dès octobre, André Antoine (CDH), président du parlement régional, réunit la commission d'avis sur les Affaires

européennes. Celle-ci travaillera longuement sur le texte du traité, multipliant les heures de débats, d'auditions contradictoires, d'exposés. « Un modèle de travail démocratique », dit aujourd'hui Paul Magnette (PS).

En avril 2015, Ecolo dépose un premier texte critique. Mais le 13 juillet, quatre propositions de résolution sont débattues : le PS, le CDH et le PTB sont entrés dans la danse. Les démarches relayent l'inquiétude d'une frange de la société civile. Hélène Ryckmans (Ecolo) imagine déjà « refuser à ce stade la délégation de pouvoir au gouvernement fédéral ».

### Malmström informée

Nous sommes à l'été 2015 (il y a quinze mois !), c'est le premier avertissement sérieux. A la rentrée, le ministre-président prend l'initiative de demander un rendez-vous à Cecilia Malmström, commissaire européenne chargée du commerce. Il est reçu le 2 octobre 2015 (il y a un an cette fois !) : « J'ai rappelé à la commissaire que dans l'état actuel des négociations et des informations, la Wallonie n'acceptera pas d'adopter le traité. Le parlement régional soutenu par le gouvernement a voté une motion claire qui exige des balises précises. »

La suédoise reconnaît qu'elle a

rarement rencontré une opposition aussi forte. Elle s'engage à venir jusqu'à Namur pour tenter de convaincre les députés. Cette visite a lieu le 29 janvier 2016 (il y a neuf mois !). Cecilia Malmström se montre plutôt rassurante. Mais Dimitri Legasse, un député socialiste, répète une évidence : « Il ne faut pas perdre de vue que nous pouvons ne pas voter ce traité. » Message reçu ? La commissaire s'en retourne à Bruxelles.

Les députés wallons poursuivent l'instruction du dossier. La date du 27 avril 2016 est essentielle : ce jour-là, par 44 voix contre 22, une large majorité ap-

convaincre les députés. Cette visite a lieu le 29 janvier 2016 (il y a neuf mois !). Cecilia Malmström se montre plutôt rassurante. Mais Dimitri Legasse, un député socialiste, répète une évidence : « *Il ne faut pas perdre de vue que nous pouvons ne pas voter ce traité.* » Message reçu ? La commissaire s'en retourne à Bruxelles.

Les députés wallons poursuivent l'instruction du dossier. La date du 27 avril 2016 est essentielle : ce jour-là, par 44 voix contre 22, une large majorité ap-

prouve une nouvelle résolution qui prévoit explicitement « *de ne pas accorder les pleins pouvoirs*

*au gouvernement fédéral pour la signature du Ceta entre l'Union européenne et le Canada.* » Les attendus alignent les motifs d'insatisfaction et de craintes (on est à six mois de l'échéance). Ils déclinent en quelque sorte l'engagement de la déclaration de politique régionale de juillet 2014 pour « des textes-modèles » dans les relations internationales. L'opposition des élus à la signature du traité sera encore confirmée le 14 octobre.

#### Décisif : le traité mixte

Au début de l'été, une autre prise de position décisive intervient, mais du côté de la Commis-

sion européenne cette fois. Depuis le début des discussions, une question restait sans réponse : le Ceta sera-t-il considéré comme un traité mixte ? En d'autres termes, faudra-t-il le faire valider par tous les Etats membres ? Jean-Claude Juncker répond par l'affirmative. Donc la Belgique sera amenée à se prononcer, et les parlements de ses entités fédérées aussi. A ce moment précis, nul ne peut plus ignorer les réticences et les menaces wallonnes (il reste encore trois mois).

A la rentrée, les initiatives diplomatiques se multiplient. Le 19 septembre, André Antoine alerte à nouveau Cecilia Malm-

ström qu'il rencontre au Forum de l'Organisation mondiale du commerce à Genève. Le 9 octobre, il explique la position wallonne

aux dirigeants du Québec. Début octobre, Paul Magnette lui-même renoue les contacts avec la commission. Il le regrettera à la tribune du parlement : « *Un an a passé depuis ma première rencontre avec M<sup>me</sup> Malmström et rien n'a bougé...* »

Le 17 septembre dernier aux Fêtes de Wallonie, Paul Magnette avait eu une phrase prémonitrice : « *C'est dans l'intérêt même de l'Union européenne : parfois, il faut oser lui désobéir.* » ■

ÉRIC DEFFET

## Europe « Le sommet est toujours possible »

Et encore un rebondissement, un ! Charles Michel a beau avoir signifié en début d'après-midi au président du Conseil européen Donald Tusk qu'il était encore et toujours dans l'incapacité de dire oui au Ceta, le sommet n'a pas (encore ?) été reporté.

Au contraire. Dans un tweet envoyé lundi peu avant 19 heures, Donald Tusk écrit qu'« *ensemble, avec le Premier ministre (canadien) Justin Trudeau, nous pensons que le sommet de jeudi est toujours possible. Nous encourageons toutes les parties à trouver une solution. Il y a encore du temps.* ». De son côté, Trudeau twittait « *que l'UE et ses Etats membres devraient continuer de préparer le sommet de jeudi.* »

Dans la foulée du comité de concertation belgo-belge, Donald Tusk s'est entretenu avec le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, puis avec Charles Michel et enfin, avec Justin Trudeau, pour décider du sort du sommet UE-Canada. De son côté, Juncker s'est entretenu avec le Premier ministre belge, Tusk et le président du Parlement européen Martin Schulz, ainsi qu'avec la chancelière allemande Merkel.

C'était pourtant Donald Tusk qui, dimanche, avait exigé des

Belges une réponse claire et définitive pour ce lundi soir. Et si ce n'était pas un « ultimatum », on nous expliquait encore hier que, « *diplomatiquement* », il était impensable de confirmer/reporter/annuler le sommet prévu jeudi sans un préavis minimum de trois jours. D'où la réponse demandée pour ce lundi. Bref, il n'y avait pas « encore du temps ».

Le ton a donc changé. Un nouveau leitmotiv a d'ailleurs été imposé, dès lundi midi, par le porte-parole de la Commission. Interrogé par *Le Soir*, le porte-parole soulignait que « *la patience* » s'imposait. « *Du côté de l'UE, la Belgique est toujours en train d'établir sa position, en vertu de ses procédures institutionnelles et en conformité avec sa Constitution. La Commission a le plus grand respect pour ce processus. Il nous faut de la patience. La Commission reste prête à assister ce processus chaque fois que nécessaire.* ». Et d'ajouter que « *la Commission n'a pas l'habitude de travailler avec des ultimatums ou des délais.* ». Interrogé par un confrère sur l'hypothèse d'une signature en décembre, avancée par le P<sup>r</sup> Jean-Michel De Waele (ULB), ex-collègue universitaire de... Paul Magnette, le porte-parole répondait : « *Je ne*

*connais pas ce professeur. Mais si son message renforce le mien en faveur de la patience, je suis d'accord.* ». La position des Wallons ne faisant guère de doute, le report était alors dans l'air...

#### « La Commission n'a pas l'habitude de travailler avec des ultimatums »

LE PORTE-PAROLE DE LA COMMISSION

A moins d'un nouveau retournement de situation ? « *Quand les avocats sont au travail, la créativité est sans limite* », observe une source européenne. Mais, tant dans l'entourage de la commissaire Malmström que du président du Conseil européen, on n'était pas en mesure de préciser lundi soir quel était le nouveau « pari » concocté par Tusk et Trudeau pour une ultime tentative de sauvetage du Ceta... Si le sommet de jeudi devait être finalement annulé, il n'y aurait « *pas de nouvelle date, à moyen ou court terme* », a en tout cas fait savoir le président du Conseil européen, selon une source belge. Entre-temps, le Premier ministre canadien est annoncé, au programme hebdomadaire de la Commission, pour livrer un *speech* ce mercredi au Parlement européen à Strasbourg, auquel devrait assister Juncker... ■

PHILIPPE REGNIER

# « Il y a des comportements de délinquant politique, des pressions inacceptables »

ENTRETIEN

Le président du CDH, relativement discret jusqu'à présent, ne passe rien à la Commission européenne, rien au gouvernement fédéral, et appelle au « sursaut »...

**La Wallonie n'est pas le « village gaulois » décrit ailleurs ?**

La réalité est celle-ci : on a un parlement qui, sous la direction d'André Antoine, s'est consacré à l'étude approfondie du traité, qui a identifié des problèmes de fond, manifesté sa volonté de trouver des solutions... Je pense à ce qui s'apparentait à une « privatisation » de la justice dans le domaine commercial, au fait que des réglementations et des objectifs sociaux ou environnementaux pouvaient être attaqués par une multinationale. J'en passe... Comment les PME et les petites entreprises pourront-elles encore engager des procédures dans les conflits commerciaux ? Trop chères pour elles ! Ajoutez le souci de l'agriculture bien sûr, exposée, sans clause de sauvegarde. Ce qui ne concerne pas que les agriculteurs, notez, mais la qualité de notre alimentation. Et n'oubliez pas qu'on s'est battu aussi sur les OGM, les hormones...

**Vous voulez, dites-vous, « une autre Europe ».**

C'est extrêmement interpellant de voir qu'un traité négocié pendant plusieurs années est voué uniquement au libre-échange, à l'ultralibéralisme, sans égard pour les valeurs sociales, environnementales, humanistes, qui sont celles de l'Europe. Nous voulons une économie de marché régulée en termes d'objectifs sociaux, environnementaux, de qualité de l'alimentation...

On doit reprendre les choses en main. Je suis positif. Je dis : l'Europe, c'est nous. C'est notre responsabilité d'agir. Mainte-

nant. Il y a trop d'exemples par le passé... On a accepté la suppression des quotas laitiers en 2003 - le CDH était le seul à réagir -, cela a donné la dérégulation du marché du lait en Europe, avec des milliers d'agriculteurs à la rue, des taux de suicide parmi les plus élevés, et alors, tout le monde dit, même des libéraux, qu'il faut rattraper ça, trouver des systèmes, corriger... C'est trop tard ! Et moi je ne veux pas revivre ça ! Il faut prendre nos responsabilités, agir. Je reste un proeuropéen convaincu. L'Europe, c'est une valeur ajoutée, autre chose qu'uniquement un immense marché... On a une histoire, une tradition, une culture, une idée des droits humains, des relations sociales !

**Reste que la Wallonie est isolée...**

Non. Chez les citoyens, toutes classes

confondues, il y a un engouement, un soutien. La Commission européenne fait un peu plus chaque jour le lit des extrémismes et des populismes. Elle porte une responsabilité terrible. Dans le monde économique, sur le terrain, les patrons de PME, les indépendants, les artisans, nous écrivent : on n'en peut plus, on veut l'Europe, mais pas celle-là. Sans convergence sociale, sans convergence fiscale, comment voulez-vous que nous puissions avancer ? C'est insupportable. Alors, nous ne sommes peut-être pas très nombreux à soutenir cela au niveau de l'establishment européen, c'est vrai, mais les lignes vont bouger, c'est notre volonté. Il faut un sursaut.

**Si l'on échoue à bifurquer, réformer, le populisme vient derrière, les extrêmes, dites-vous.**

Oui. Il y avait un terreau favorable, la problématique des flux migratoires a fait exploser le phénomène, et la Commission européenne, que fait-elle ? On a l'impression qu'elle est sourde et aveugle. Est-ce qu'ils se rendent compte ? Les gens ne comprennent plus rien. Quel message l'Europe envoie-t-elle ? Il faut un message fédérateur, mobilisateur, fort dans sa cohérence, optimiste. Non, on voit juste une Commission sous influence des courants ultralibéraux : le marché !, le marché !, le marché ! Schuman et les fondateurs de l'Europe proposaient bien autre chose. On va laisser faire ?

**Vous avez ciblé l'« establishment » européen. Paul Magnette et Elio Di Rupo ont évoqué des « pressions ». Vous confirmez ?**

Au Conseil européen de l'agriculture ou de l'environnement, lorsque j'étais ministre, j'ai vécu moi-même des moments hallucinants. Il fallait voir la pression des lobbies, ou d'une forme de technocratie... Les responsables politiques doivent se réapproprier le pouvoir de décider, au nom de la population, avec elle.

**Quant aux « pressions », dites-vous...**

Sans citer de noms, car je ne veux pas entrer là-dedans, je dis ceci : qu'il y ait un mécontentement de la part de certains au niveau de la Commission européenne, je peux l'entendre ; qu'il y ait un débat avec des arguments très forts de part et d'autre, pas de problème ; qu'il y ait des lobbyistes de tous poils qui interviennent, soit ; mais que, dans les contacts, au niveau de la Commission européenne, on sorte du dossier Ceta pour nous dire : attention aux représailles dans d'autres dossiers, par rap-

port à d'autres éléments... Ça, c'est pour moi tout simplement inacceptable ! Ce sont des comportements de délinquant politique. Oui, de la délinquance politique, ni plus ni moins. Bien sûr, cela ne se fait jamais en direct, c'est plus diffus, mais c'est comme ça.

**Ces menaces de « représailles », dans quels domaines ?**

Dans des dossiers de nature économique ou financière ou budgétaire, je n'en dirai pas plus. Nous sommes constructifs, nous voulons une solution.

**Retour au gouvernement fédéral : il n'est pas du tout sur votre longueur d'ondes, ne parlons pas de la Flandre... Cela ne vous fait pas peur ?**

Absolument pas. Car je suis fort du travail solide et exemplaire effectué par les parlementaires, qui ont mis le doigt sur les sujets graves et importants. Pour des libéraux - je ne parle même pas des ultralibéraux -, est-ce acceptable que les PME se retrouvent en position de concurrence totalement déloyale avec les multinationales ? On a entendu le président du MR, après Caterpillar, dire qu'il fallait « réquisitionner » ! Et là ? Si la Flandre avait eu des difficultés par rapport au Ceta, le Premier ministre Charles Michel, j'en suis certain, aurait relayé avec force l'ensemble des préoccupations du gouvernement flamand. Il est très, très, très loyal vis-à-vis du gouvernement flamand. Il aurait sollicité la

Commission européenne en son temps, apporté l'ensemble des éléments qui posaient problème. Là, cela n'a pas été fait. Rien, zéro, nada ! C'est juste une confirmation : le Premier ministre n'a pas de considération pour la partie francophone du pays. On le voit dans toute une série de décisions. Sur les soins de santé, les numéros Inami, le Ceta... Il ne se serait jamais permis de se comporter de cette façon avec la Flandre, c'est ça la vérité. Où est passée la loyauté fédérale ?

**Les partis flamands sont outrés. Le VLD, la N-VA...**

Le VLD, c'est l'ultralibéralisme, le monde des multinationales et du fric qui s'impose à tout le monde. La N-VA... Là où c'est le monde à l'envers, c'est que les Flamands se sont battus pour une reconnaissance des parlements régionaux, et aujourd'hui, comme on dit à Bastogne, c'est un peu le bac qui se retourne sur le cochon... Ils se retrouvent dans une situation où c'est la Wallonie qui prend les choses en mains. ■

Propos recueillis par  
DAVID COPPI

**SOLUTIONS****« La Terre continue de tourner ! »****Et maintenant ?**

*Nous avons fait des propositions. Jamais je n'accepterai de signer un traité sans les garanties juridiques. Il y a eu des avancées verbales, elles doivent se traduire dans les textes et leur validation. Et tout ça repassera par le parlement wallon. Quant à ceux qui dramatisent les choses, il faut arrêter ! La terre continue de tourner. Il faut arrêter avec cette*

*pensée unique ultralibérale, c'est insupportable ! Après 8 ans de négociations opaques, on peut se donner un peu plus de temps pour, je l'ai dit, trouver des solutions. Je souligne au passage que des académiques tant en Europe qu'au Canada ont soulevé des préoccupations majeures par rapport au Ceta, pour la santé publique, l'agriculture, les services publics, etc. Nous avons reçu une lettre ouverte signée par des universitaires canadiens qui soulignent notre « courage ». Vos détracteurs soutiennent que sans le Ceta, on perd en crois-*

**sance économique.**

*Différentes études calculent que l'adoption du traité se traduirait par des gains de croissance du PIB variant de 0,76 % pour le Canada à 0,08 % pour l'Union européenne. Ces chiffres sont faibles, et en plus remis en question. Pierre Kohler, économiste au Nations Unies affirme qu'en l'état, le Ceta est mauvais pour l'économie européenne. Sept ans après sa mise en œuvre, l'accord détruirait près de 204.000 emplois en Europe et ne ferait qu'exacerber les inégalités.*

D.CI